



Assemblée générale

Distr. générale
19 janvier 2017
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session
Point 115 h) de l'ordre du jour
Nominations aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires
et autres nominations

Nomination de membres du Corps commun d'inspection

Note du Président de l'Assemblée générale

1. Comme indiqué au paragraphe 6 de la note du Secrétaire général (A/71/178) en date du 21 juillet 2016, l'Assemblée générale devra pourvoir les sièges qui seront devenus vacants à l'expiration, le 31 décembre 2017, des mandats de M^{me} Sukai Elie Prom-Jackson (Gambie) et de MM. George Bartsiotas (États-Unis d'Amérique), Gennady Tarasov (Fédération de Russie), Jean Wesley Cazeau (Haïti) et Gopinathan Achamkulangare (Inde). En outre, comme indiqué au paragraphe 1 de la note du Secrétaire général (A/71/178/Add.1) en date du 9 novembre 2016, l'Assemblée générale, à sa 29^e séance plénière tenue le 14 octobre 2016, a décidé de pourvoir pour un mandat prenant effet le 1^{er} janvier 2017 et se terminant le 31 décembre 2021, un siège devenu vacant au Corps commun d'inspection à la suite de la démission de M. George Bartsiotas (États-Unis d'Amérique) à compter du 30 septembre 2016.

2. À la 45^e séance plénière de l'Assemblée générale, le 10 novembre 2016, conformément aux procédures décrites au paragraphe 1 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection ainsi qu'à la résolution 61/238, le Président de l'Assemblée générale, après avoir consulté les États Membres et établi une liste de pays parmi ceux du Groupe des États d'Afrique, du Groupe des États d'Asie et du Pacifique, du Groupe des États d'Europe orientale et du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, a demandé à la Fédération de Russie, à la Gambie, à Haïti, et à l'Inde de proposer des candidats (voir annexes I à IV) pour un mandat de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

3. Conformément au paragraphe 7 de la résolution 59/267 de l'Assemblée générale, les candidats doivent avoir de l'expérience dans au moins l'un des domaines suivants : contrôle, audit, inspection, investigation, évaluations, finances, évaluation de projets, évaluation de programmes, gestion des ressources humaines,



gestion, administration publique, suivi et exécution des programmes, et connaître le système des Nations Unies et son rôle dans les relations internationales.

4. Le Président de l'Assemblée générale a tenu les consultations visées au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, notamment avec le Président du Conseil économique et social et le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Les réponses du Président du Conseil économique et social et du Secrétaire général aux lettres identiques qu'il leur a adressées le 11 novembre 2016 figurent aux annexes V et VI.

5. Ayant mené à bien les consultations requises, le Président de l'Assemblée générale a l'honneur de présenter à l'Assemblée les candidatures ci-après à des postes de membre du Corps commun d'inspection pour un mandat commençant le 1^{er} janvier 2018 et prenant fin le 31 décembre 2022 :

M^{me} Sukai Elie Prom-Jackson (Gambie);

M. Jean Wesley Cazeau (Haïti);

M. Gopinathan Achamkulangare (Inde);

M. Nikolay Lozinskiy (Fédération de Russie).

Annexe I

Note verbale datée du 11 juin 2016, adressée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente de la Gambie auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la Gambie auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur d'informer le Secrétariat de l'ONU que le Gouvernement gambien a décidé de présenter la candidature de M^{me} Sukai Prom-Jackson à sa réélection comme membre du Corps commun d'inspection pour la période 2018-2022, lors de l'élection qui se tiendra en novembre 2016.

M^{me} Prom-Jackson est une éminente experte de niveau mondial spécialisée dans l'évaluation du développement, l'éducation et le renforcement des institutions. Elle est hautement qualifiée en matière de recherche sur les politiques, de planification stratégique et de gestion. Sa candidature à sa réélection est motivée par le fait que, bien qu'ayant déjà contribué activement aux travaux du Corps commun d'inspection, elle se propose de continuer de faire fond sur les progrès accomplis et de renforcer la capacité du Corps commun d'inspection de satisfaire aux exigences des États Membres et d'employer des moyens efficaces pour faire en sorte que la fonction d'évaluation et la stratégie du Corps commun d'inspection soient intégrées.

Pièce jointe

Sukai E. Prom-Jackson (Gambie)*

A. Aperçu

Plus de trente années d'expérience dans le développement international, acquise notamment dans plus de 30 pays en développement, et dans l'examen de questions régionales et mondiales.

Inspectrice, Corps commun d'inspection du système des Nations Unies (poste actuel): Travail axé sur l'appui aux réformes visant à garantir la qualité, l'utilité et la viabilité de la fonction d'évaluation des organismes des Nations Unies, afin d'assurer la gouvernance et d'apporter des améliorations. A piloté l'analyse de la fonction d'évaluation et de gestion axée sur les résultats dans le système des Nations Unies et occupé le poste d'inspectrice principale du Corps commun d'inspection pour la politique de l'Assemblée générale relative à l'évaluation indépendante, à l'échelle du système, des activités opérationnelles de développement. L'importance qu'elle attache aux capacités nationales en matière d'évaluation l'a amenée à publier des articles pour la Banque africaine de développement et à conseiller le Centre de formation sur l'évaluation et les résultats (initiative CLEAR) pour l'Afrique créé par la Banque mondiale.

Responsable et administratrice, Bureau indépendant d'évaluation du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pendant sept ans, et membre du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (avant de travailler au Corps commun d'inspection). Principales réalisations : a géré et mené des évaluations complexes d'activités opérationnelles de développement, élaboré des politiques d'évaluation et renforcé les capacités de façon à ce que les évaluations du PNUD et des organismes des Nations Unies soient plus rigoureuses et de meilleure qualité. A également animé une formation à l'évaluation destinée au personnel des organismes des Nations Unies et à des partenaires dans le monde entier.

Banque mondiale, pendant 15 ans (avant de travailler au PNUD). A accompli différentes tâches, parmi lesquelles : travaux de recherche et élaboration de politiques; planification stratégique, conception et gestion de programmes et projets relatifs à des opérations de crédit; gestion de programmes et coordination de partenariats concernant la stratégie de la Banque non liée au crédit. A également fixé la ligne de conduite relative à l'évaluation du programme de formation professionnelle, mis en place le mécanisme et les modalités d'évaluation de ce programme, et formé des spécialistes de l'évaluation, des administrateurs et des partenaires nationaux.

Expérience antérieure, aux États-Unis et en Gambie (1974-1990), notamment : contrôle de centres de recherche et d'évaluation universitaires et régionaux financés par le Gouvernement américain; chargée de cours à l'université et directrice de thèse; consultante en gestion; réalisation d'études sur les minorités et les incidences sur l'action menée; élaboration et gestion du programme du Peace Corps américain en Gambie; aide au Gouvernement gambien pour l'élaboration de politiques et de stratégies concernant l'éducation et les examens; enseignante en Gambie.

Tout au long de sa carrière, *a pris part à de nombreuses initiatives régionales*

* Les curriculum vitæ ne sont pas revus par les services d'édition.

et mondiales et à des réseaux professionnels pour l'évaluation. A notamment joué un rôle de premier plan dans le Réseau des réseaux d'évaluation d'impact, dans les examens par les pairs des fonctions d'évaluation réalisés par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques et dans les examens d'efficacité multilatéraux.

B. Formation universitaire

- *Doctor of Philosophy* : psychopédagogie (domaines de spécialisation : recherche sur les politiques, mesure, évaluation et développement humain), Howard University, Washington, États-Unis d'Amérique, 1982.
- *Master of Education* : planification stratégique, élaboration de programmes et enseignement, Howard University, Washington, États-Unis d'Amérique, 1978.
- *Bachelor of Arts* : histoire et français, Middlebury College, Vermont, États-Unis d'Amérique, 1974.

C. Expérience professionnelle et réalisations

Résumé 1 : évaluation, recherche, mesure, inspection

Plus de vingt-cinq ans d'expérience professionnelle dans ce domaine, acquise dans le cadre d'activités telles que l'élaboration de politiques d'évaluation, l'élaboration et la gestion de programmes de recherche et d'évaluation et la réalisation de diverses études importantes pour la responsabilisation, l'élaboration de politiques, l'évolution des institutions et l'amélioration des programmes. Cette expérience a été acquise auprès du Corps commun d'inspection, du PNUD, de la Banque mondiale, du Gouvernement américain et d'universités.

1.1. Inspectrice, Corps commun d'inspection (2013-2017)

Pendant trois ans, a assumé le poste d'inspectrice chargée d'exécuter la mission d'évaluation, d'inspection et d'enquête du Corps commun d'inspection. Parmi les tâches les plus importantes accomplies à ce jour dans le cadre de ces fonctions, a joué un rôle de premier plan dans les domaines ci-après, qui représentaient les principaux défis que le Corps commun d'inspection devait relever et faisaient partie de son programme de réforme :

- Renforcement du rôle moteur du Corps commun d'inspection en matière d'évaluation et de promotion de la démarche axée sur les résultats, de manière à rendre la gouvernance plus efficace et à faciliter la définition d'orientations et la transformation du système des Nations Unies;
- Développement des travaux du Corps commun d'inspection, afin qu'il ne se concentre pas uniquement sur l'efficacité des organismes des Nations Unies, mais étudie également leur contribution à l'efficacité de l'aide, l'objectif étant que le système des Nations Unies donne plus de résultats;
- Mise au point de nouveaux mécanismes dans le but de renforcer le partenariat établi avec le Corps commun d'inspection, d'améliorer la communication et d'accroître la visibilité du Corps commun d'inspection, afin d'accroître son utilité et sa valeur ajoutée à l'appui de la prise de décisions;

- Application plus rigoureuse de méthodes d'évaluation et d'analyse dans les études réalisées par le Corps commun d'inspection, afin de renforcer la fiabilité de ses rapports.

Au Corps commun d'inspection, travail clairement axé sur les analyses réalisées à l'échelle du système (plutôt que celles portant sur un organisme en particulier). A également dirigé l'établissement de deux rapports du Corps commun d'inspection et contribué à la rédaction de deux autres : Analyse de la fonction d'évaluation dans le système des Nations Unies (2014); Cadre d'analyse comparative pour une évaluation de la gestion axée sur les résultats à l'échelle du système : Examen à l'échelle du système de la gestion axée sur les résultats (2016); Examen de la gestion des partenaires d'exécution dans les organismes des Nations Unies (2013); Évaluation de l'intégration de la question du plein emploi productif et du travail décent par les organismes du système des Nations Unies (2014).

Actuellement Inspectrice principale du Corps commun d'inspection chargée de l'initiative de l'Assemblée générale relative à l'évaluation indépendante, à l'échelle du système, des activités opérationnelles de développement. Dans le cadre de ces fonctions et en sa qualité de Présidente du mécanisme provisoire de coordination à l'échelle du système chargé d'évaluer les activités opérationnelles mises en œuvre en faveur du développement, en plus de son rôle important dans la conduite et la coordination des évaluations pilotes, s'efforce de mettre au point des moyens adéquats et viables pour gérer et réaliser une évaluation indépendante, à l'échelle du système, des activités opérationnelles de développement à l'appui des capacités de prise de décisions des organes délibérants et directeurs. Cette initiative signifie que le rôle habituel du Corps commun d'inspection doit être étendu, afin qu'il se concentre sur les évaluations de l'efficacité des organismes et des institutions, et offre de nombreuses possibilités de renforcer la réforme et la pertinence du Corps commun d'inspection afin de donner plus d'efficacité au développement.

En sa qualité d'Inspectrice, s'est employée à établir un dialogue avec les acteurs du système des Nations Unies afin que les examens réalisés par le Corps commun d'inspection soient plus pertinents, mieux acceptés et qu'ils servent davantage. À cet égard, sur invitation, a fait plusieurs présentations à l'intention des membres du Conseil des chefs de secrétariat et du personnel des Nations Unies. A notamment présenté des exposés à l'UNESCO, à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, à la Commission économique pour l'Europe, à une délégation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en visite à Genève et au congrès annuel de la Société suisse d'évaluation, en 2015, dans le cadre de l'Année internationale de l'évaluation.

En plus de son travail relatif à des projets du Corps commun d'inspection, joue un rôle actif dans l'assurance de la qualité de tous les documents du Corps commun et a contribué à l'application de méthodes plus rigoureuses dans l'établissement des documents du Corps commun d'inspection.

1.2. Conseillère principale pour l'évaluation et administratrice hors classe, Bureau de l'évaluation du PNUD (2005-2012)

Pendant sept années, en tant que membre de l'équipe de gestion du Bureau indépendant d'évaluation du PNUD et coordonnatrice des questions de méthodologie, d'amélioration de la qualité, de partenariat et de gestion du savoir, a collaboré avec les hauts responsables, les chefs d'équipe et les coordonnateurs du

Bureau en vue d'en accroître la légitimité, la crédibilité, l'indépendance et l'autorité, dans le cadre des activités suivantes :

Amélioration de la fonction d'évaluation du PNUD :

- A établi un *cadre institutionnel commun* pour la fonction d'évaluation du PNUD, en menant diverses activités : élaboration, en 2006, de la première politique d'évaluation du PNUD, qui a été approuvée par le Conseil d'administration du Programme; élaboration de directives et procédures opérationnelles ainsi que de manuels concernant la mise en œuvre de la politique, afin d'en améliorer l'homogénéité et la cohérence; renforcement des moyens d'application de la politique d'évaluation, à l'aide de formations organisées à l'intention du personnel et des administrateurs et d'ateliers régionaux et autres activités visant à intégrer systématiquement l'évaluation dans le cycle de programmation du PNUD et dans les outils et instruments qu'il utilise;
- A aidé au renforcement de la responsabilisation au niveau de l'organisation, moyennant : a) l'établissement du rapport annuel du PNUD relatif aux activités d'évaluation, qui passe notamment par l'organisation de consultations informelles et de réunions de suivi avec le Conseil d'administration; b) la mise au point de systèmes de gestion de l'information permettant de vérifier l'application des plans d'évaluation et de suivre les mesures prises par l'Administration pour donner suite aux évaluations;
- A amélioré la qualité de la fonction d'évaluation du PNUD et l'a rapprochée d'autres fonctions d'évaluation mondiales, en jouant un rôle de premier plan dans l'examen par les pairs de la fonction d'évaluation du PNUD réalisé à titre expérimental par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Amélioration de la viabilité et du fonctionnement des systèmes de la fonction d'évaluation :

- A défini les critères de qualité et établi le mécanisme d'assurance de la qualité pour les groupes chargés des évaluations décentralisées et l'établissement des rapports sur la qualité des évaluations, afin de permettre au PNUD de prendre des mesures pour en améliorer la qualité;
- A mené un dialogue sur les moyens de renforcer la viabilité de la fonction d'évaluation en contribuant à renforcer les capacités de diverses associations régionales d'évaluation, notamment celles de l'Association africaine d'évaluation;.
- A joué un rôle de premier plan dans le lancement de la conférence sur les capacités nationales d'évaluation, qui repose sur une stratégie dont l'objectif est de favoriser la prise en main du projet par les spécialistes de l'évaluation et d'autres acteurs des diverses régions.

Gestion du Bureau de l'évaluation de manière à atteindre les résultats escomptés :

- A défini les orientations stratégiques du Bureau ainsi que les principaux résultats et prestations à fournir; a assuré le suivi de l'exécution du programme

de travail et introduit les modifications nécessaires dans les effectifs, la charge de travail et l'allocation des ressources; a mis en place des mesures nécessaires pour répondre aux impératifs et exigences du PNUD en matière de responsabilisation et d'amélioration, et fourni des conseils au Bureau indépendant d'évaluation sur le règlement des problèmes institutionnels concernant tant le PNUD que le programme de réforme du système des Nations Unies relatif à la gestion axée sur les résultats et sur la cohérence;

- A coordonné les travaux du Bureau de l'évaluation portant sur ses méthodes visant à améliorer la qualité et la fiabilité de ses évaluations, en particulier les plus complexes. Cette tâche exigeait notamment de collaborer avec d'importants spécialistes de l'évaluation extérieurs au Programme et de procéder à des évaluations, en vue d'améliorer la responsabilisation et l'apprentissage et de mettre au point des méthodes d'évaluation stratégique, y compris d'évaluation thématique, nationale et axée sur l'efficacité;
- A représenté le Bureau indépendant d'évaluation à bon nombre de réunions et séminaires internationaux portant sur l'évaluation du développement, l'efficacité de l'aide au développement et les partenariats en place;
- A renforcé les liens entre la fonction d'évaluation centrale et la stratégie du PNUD et assumé des responsabilités dans divers domaines au sein du Programme, dont l'examen des politiques d'évaluation d'autres organismes des Nations Unies, la participation aux travaux des jurys d'entretien du Bureau de la gestion des ressources humaines, l'élaboration d'un mécanisme de responsabilisation comprenant notamment un tableau de bord prospectif et la liaison avec les fonds et programmes associés (Fonds d'équipement des Nations Unies et programme des Volontaires des Nations Unies), ainsi qu'avec le Groupe du développement des capacités du PNUD.

Coordonnatrice d'initiatives spéciales relatives à l'évaluation, en partenariat avec le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) et d'autres réseaux professionnels :

Le Bureau de l'évaluation du PNUD joue un rôle de chef de file pour ce qui est d'améliorer l'évaluation de l'aide au développement et de promouvoir l'utilisation de méthodes d'évaluation appropriées. À cet égard, a joué un rôle moteur entre 2005 et 2009 :

Chef d'équipe du GNUE : évaluation et harmonisation à l'échelle du système

- A collaboré avec les membres du Groupe pour définir les principes directeurs et la méthode en vue d'une évaluation conjointe du système des Nations Unies en Afrique du Sud devant être menée au niveau national; a dirigé une mission préliminaire visant à apprécier la demande d'évaluation plus précisément, à définir un cadre de partenariat, à établir le budget de l'évaluation et à élaborer un plan de financement;
- A collaboré avec le GNUE et le Département sud-africain des affaires étrangères pour mettre au point les modalités de participation du Gouvernement à l'évaluation, le but étant d'en assurer la qualité et l'utilité, et définir le cadre de la mission préliminaire ainsi que le plan de gestion et d'exécution de l'évaluation. L'évaluation a été menée par une autre équipe.

Chef d'équipe du GNUE : Réseau des réseaux d'évaluation d'impact

A assuré la liaison entre le GNUE et le Réseau, et entre le PNUD et l'Initiative internationale pour l'évaluation des impacts (3ie), en vue de définir l'orientation stratégique de l'évaluation des impacts au niveau international et de diriger les travaux d'évaluation qualitative des impacts.

Coprésidente de l'Équipe spéciale pour la formation chargée du renforcement des capacités d'évaluation

- A élaboré et mis en œuvre une stratégie de formation à l'intention du personnel de l'ONU et de ses organismes partenaires; apprécié la capacité du GNUE de mettre en œuvre la stratégie de formation de façon durable; évalué un plan d'élaboration d'un module de formation en ligne consacré à l'évaluation dans le système des Nations Unies; mis au point un cadre de partenariat pour l'évaluation de la formation avec l'École des cadres du système des Nations Unies.

1.3. Spécialiste principale de l'éducation, Réseau du développement humain, Banque mondiale (2002-2004)

En tant que spécialiste principale chargée de la mesure et de l'évaluation au sein de l'unité Éducation du Réseau :

- A contribué aux activités de la Banque mondiale en matière de mesure et d'évaluation des résultats; dispensé une formation sur les méthodes de mesure, de recherche et d'évaluation au personnel de la Banque et au niveau international; et fourni des orientations et un appui au personnel de la Banque chargé d'appliquer le programme de mesure et d'évaluation des résultats;
- A dirigé l'élaboration du cadre de résultats pour le suivi et l'évaluation de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous, en collaboration avec les principaux partenaires, et collaboré avec des organismes internes et externes ainsi que des donateurs pour améliorer la qualité et l'accessibilité des données, renforcer les capacités des clients en matière de mesure et d'évaluation, et harmoniser l'action des donateurs en matière de suivi et d'évaluation;.
- A entrepris, avec d'autres spécialistes du suivi et de l'évaluation, la mise en place du groupe de travail sur ces questions et d'un programme de travail sur les évaluations d'impact cadrant avec l'Initiative pour l'évaluation de l'impact au plan du développement (DIME).

1.4. Spécialiste principale de l'éducation, Groupe de l'évaluation de l'Institut de la Banque mondiale (1998-2002)

- A dirigé l'élaboration des premières politique et stratégie d'évaluation du programme de valorisation du personnel au regard des objectifs fondamentaux de responsabilisation, d'amélioration du programme et de développement des connaissances;
- A coordonné, à l'échelle de la Banque mondiale, l'examen d'un système de gouvernance du programme d'excellence professionnelle des services de la Banque, établi un système viable d'évaluation, en partenariat avec les

principales parties prenantes, et assuré la planification et la gestion de multiples études d'évaluation;

- A dirigé la mise à niveau du système de mesure des processus d'apprentissage et des résultats du programme de formation des clients de la Banque, qui utilise à la fois des méthodes de mesure classiques et nouvelles;
- A engagé une réflexion approfondie sur les formes d'évaluation d'impact appropriées pour différents produits;
- A fourni des conseils techniques sur l'évaluation formative à différents services de la Banque.

1.5. Chargée de recherche, Office of Educational Research and Improvement, Gouvernement des États-Unis (1983-1986)

- A élaboré des politiques de recherche pédagogique et d'évaluation de l'éducation;
- A établi des contrats et programmes de bourse, suivi et amélioré leur mise en œuvre par des grandes institutions de recherche de l'Université de Harvard, de l'Université de Yale et de l'Université de Californie à Los Angeles, et par des laboratoires de recherche régionaux;
- A assuré la coordination entre les institutions gouvernementales, les centres de recherche et les professionnels, et analysé les résultats pour recommander des politiques et des programmes nationaux;
- A évalué les innovations dans le domaine de l'éducation et aidé à mettre en place des systèmes d'évaluation dans plusieurs États.

1.6. Chargée de recherche, Office of Strategic Planning, Research and Accountability, Administration des écoles publiques du district de Columbia (1979-1982)

- A mené des évaluations approfondies de l'efficacité des programmes nationaux financés par le Gouvernement fédéral (une première section concernant les minorités et une deuxième concernant les innovations dans le domaine de l'éducation);
- A dirigé et publié des études et présenté des exposés sur les thèmes suivants : culture et cognition, minorités dans les mathématiques et les sciences, enseignants et enseignement, utilisation efficace du temps d'instruction et milieu familial et résultats;
- A aidé les directeurs de programme à améliorer les moyens d'évaluation de leurs programmes et formé leurs collaborateurs aux notions de mesure et d'évaluation;
- A supervisé les travaux de diverses équipes de recherche sur un large éventail de sujets ayant trait à l'éducation.

1.7. Chargée de cours et directrice de thèse de doctorat, Université Howard (1981-1984)

- Chargée de cours dans les matières suivantes : statistique, conception d'études, méthodes d'évaluation, psychométrie et apprentissage et développement cognitif.

Résumé 2 : Formulation de politiques, planification stratégique, conception et gestion de programmes et projets (1983-2004)

Pendant plus de treize ans (1984-2004), a formulé ou aidé à établir des politiques et des stratégies en matière d'éducation aux États-Unis et en Afrique, et élaboré et mis en œuvre divers programmes. Dans le cadre des fonctions ci-après occupées à la Banque mondiale, a acquis une précieuse expérience qui lui a permis de prendre la mesure des difficultés et des possibilités que présentaient les partenariats, l'innovation dans un monde complexe en évolution et l'aide au développement.

2.1. Élaboration de politiques et de stratégies

- En tant que chef de projet pour un programme de réforme du secteur de l'éducation au Bénin, a engagé avec les partenaires publics un processus participatif visant à réviser la politique et la stratégie en matière d'éducation, afin de remanier l'organisation et le financement du secteur de l'éducation, et à élaborer un programme de financement du secteur par la Banque mondiale et d'autres donateurs (1990-1994). L'une des grandes réalisations a été l'ouverture d'un internat qui a permis aux filles d'avoir accès à l'enseignement secondaire. Ce projet faisait suite à un travail d'analyse sur l'éducation et le développement des filles, entrepris auparavant au sein de la Banque mondiale.
- En tant que spécialiste principale de la formation, a collaboré avec l'unité Politique opérationnelle et aide aux pays, ainsi qu'avec les conseillers principaux de la Banque chargés des opérations régionales, pour élaborer, planifier et mettre en œuvre le premier programme de formation intégré sur les opérations et la gestion du portefeuille de la Banque destiné au personnel et aux clients de la Banque (1994-1998).
- A dirigé l'élaboration d'un programme complet de formation à l'intention du personnel et des cadres de la Banque sur les nouveaux instruments de prêt de l'institution et sur son cadre de gestion axée sur les résultats, aux fins de la conception, du suivi et de l'évaluation des projets et programmes, et fourni une assistance et une formation au personnel, aux responsables et aux clients de la Banque concernant l'utilisation du cadre de résultats comme instrument participatif de planification et d'amélioration des moyens d'évaluation (1995-2000).

2.2. Gestion et coordination

Depuis 1987, a assuré la gestion et la coordination de nombreux programmes, acquérant ainsi d'excellentes compétences en matière de planification, de budgétisation, de sélection et d'orientation du personnel et d'exécution des programmes de travail. Outre les fonctions de direction et de gestion exercées au PNUD, a mené à bien d'importants travaux dans les domaines présentés ci-dessous.

Coordonnatrice des programmes d'éducation, du Mécanisme d'octroi de dons pour le développement, des programmes de partenariats mondiaux et régionaux et du programme de perfectionnement professionnel, Réseau du développement humain, Banque mondiale (2002-2004)

- A élaboré des stratégies, plans et budgets pour les programmes et partenariats mondiaux, en collaboration avec leurs responsables sectoriels; a conseillé une vingtaine de chefs de projets et de responsables en matière d'assurance de la qualité dans la conception des projets; a aidé les services de la Banque à repérer des partenaires potentiels et à nouer des partenariats axés sur les questions liées au développement humain dans le monde;
- A collaboré avec le Réseau du développement humain à la mise en œuvre de programmes dans différents secteurs;
- A représenté la Division au Conseil pour l'acquisition et le partage des connaissances de la Banque mondiale et au Conseil des programmes et des partenariats mondiaux.

Responsable par intérim, Cellule d'évaluation de l'Institut de la Banque mondiale (2000-2001)

- A collaboré avec le Directeur de la Cellule pour renforcer la stabilité de ses opérations et établir des objectifs, des plans et un budget pour le programme d'évaluation de la formation des clients de la Banque, et encadré une équipe de plus de 15 personnes, ainsi que des chercheurs et spécialistes de l'évaluation, afin d'atteindre les objectifs opérationnels de la Cellule tout en respectant les contraintes budgétaires et les impératifs de qualité.

Directrice associée pour l'éducation et la santé, Peace Corps des États-Unis (Gambie, 1986-1988)

- A dirigé la mise au point du programme d'éducation et de santé, mis davantage l'accent sur les résultats et renforcé son intérêt stratégique, en menant les activités suivantes :
 - A évalué et restructuré les programmes d'éducation et de santé;
 - A géré les programmes et encadré une cinquantaine de volontaires du Peace Corps disposant de diplômes universitaires et d'expériences professionnelles en mathématiques, sciences, ingénierie, santé publique et développement local;
 - A aidé le Gouvernement gambien à reformuler sa politique en matière d'éducation et à réorganiser le système national d'examens;.
 - A mis en place un large éventail de petits projets d'intérêt local, en partenariat avec diverses organisations non gouvernementales, pour renforcer l'autonomisation des populations locales et en particulier des femmes.

Résumé 3 : Facilitation de l'apprentissage et de l'enseignement

A particulièrement à cœur d'aider les gens à améliorer leurs facultés de compréhension, leurs connaissances et leurs compétences, comme en témoignent les aspects de son parcours énumérés ci-après :

- A étudié les sciences cognitives, les liens entre culture et cognition et la psychologie ethnographique pour comprendre les modes d'acquisition de connaissances, les schémas cognitifs et les différents styles d'apprentissage, ainsi que leur influence sur les modes de pensée, les attitudes et les comportements;
- A enseigné et facilité l'apprentissage et le changement de comportement dans différents groupes de population (enfants, adolescents, étudiants, responsables, directeurs de programme, professionnels, chercheurs et spécialistes de l'évaluation);
- A élaboré un programme d'enseignement intégré accélérant l'apprentissage et le changement de comportement, à partir d'un modèle tenant compte des besoins des institutions et des individus, des résultats attendus, des systèmes d'incitation et de la nécessité de privilégier l'apprentissage permanent et le changement au niveau des organisations;
- A participé à la mise en place de modèles induisant d'importants changements, comme celui intitulé « Accelerating Results Together », pour promouvoir l'élaboration de politiques et de programmes d'excellence professionnelle faisant du personnel de la Banque mondiale des apprenants et des promoteurs du savoir hors pair;
- A entrepris des activités de suivi des évaluations sommatives visant essentiellement à déterminer ce qui fonctionne, comment et pourquoi;
- A étudié et appliqué des modèles d'évaluation formative pour comprendre les processus de transformation par lesquels les individus s'approprient les innovations, les changements qu'ils opèrent et les types de soutien nécessaires à chaque étape du processus.

Annexe V

Lettre datée du 15 novembre 2016, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil économique et social

J'ai l'honneur de rappeler à votre attention votre lettre du 11 novembre 2016 concernant les consultations tenues avec les présidents des groupes régionaux afin de pourvoir quatre sièges qui deviendront vacants au Corps commun d'inspection le 31 décembre 2017.

Je souhaite vous informer qu'en ma qualité de Président du Conseil économique et social, et comme le prévoient le paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection et le paragraphe 7 de la résolution [59/267](#) de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 2004, j'ai examiné les qualifications des candidats proposés, et suis tout à fait favorable à la nomination des candidats suivants : M^{me} Sukai Prom-Jackson (Gambie), M. Jean Wesley Cazeau (Haïti), M. Gopinathan Achamkulangare (Inde) et M. Nikolay Lozinskiy (Fédération de Russie).

(Signé) Frederick Shava

Annexe VI

Lettre datée du 19 décembre 2016, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

J'ai l'honneur de rappeler à votre attention votre lettre du 11 novembre 2016 concernant la nomination de quatre membres du Corps commun d'inspection pour un mandat qui prendra effet le 1^{er} janvier 2018.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, et suite aux consultations avec les membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, j'ai le plaisir de vous informer qu'en ma qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, j'approuve la nomination des quatre candidats suivants :

- M^{me} Sukai Prom-Jackson (Gambie)
- M. Jean Wesley Cazeau (Haïti)
- M. Gopinathan Achamkulangare (Inde)
- M. Nikolay Lozinskiy (Fédération de Russie)

Toutefois, je vous serais reconnaissant de faire savoir au Corps commun d'inspection que le Conseil des chefs de secrétariat souhaiterait qu'il accorde davantage d'attention à la représentation équilibrée des sexes lors des prochaines nominations.

(Signé) BAN Ki-moon
